

ALE : Quelle stratégie de développement rural ?

Par le 28-1-2005

Numéro de parution 824



Selon Jason Ben-Meir, président de la Fondation du Haut Atlas, organisation à but non lucratif pour le développement communautaire au Maroc, une stratégie de développement rural pour une ère de libre-échange avec les Etats-Unis d'Amérique est désormais indispensable.

Pendant l'hiver et le printemps 2003, des réunions entre des membres des communautés, des représentants du gouvernement et d'organisations non gouvernementales (ONG) ont été organisées dans les montagnes du Haut Atlas au sud de Marrakech. Les villages de la région sont parmi les plus pauvres du Maroc, avec des taux extrêmement élevés de mortalité infantile (due en grande partie à de l'eau potable polluée), d'analphabétisme et de chômage. Leur dépendance du bois de chauffage pour la cuisine et d'animaux d'élevage comme sources de revenu principales a contribué à l'érosion et la déforestation massive des montagnes. Le dialogue a aboutit à un plan de développement pour la région de 10 millions de dollars. S'il est financé, le plan aidera de manière significative à assurer l'avenir économique, éducatif, sanitaire et environnemental de 50.000 personnes. Il permettra d'établir des projets d'eau potable, une infrastructure d'irrigation moderne, la plantation d'arbres fruitiers et forestiers, la construction d'écoles, des coopératives féminines, l'amélioration de la production alimentaire, le terrassement des montagnes, du courant hydroélectrique et de développer l'artisanat.

Quelle est la « balle magique », si je peux me permettre, de ces projets? Le véritable développement communautaire a lieu quand les membres d'une communauté conçoivent et gèrent, en collaboration, des projets qui génèrent pour eux un éventail de bénéfiques socio-économiques et environnementaux. En répondant directement aux besoins qu'elle a définis, la communauté se donne une forte motivation pour maintenir les projets établis par ses membres.

Pendant qu'elles travaillent ensemble pour réaliser leurs projets de développement, les communautés établissent aussi des associations locales (institutions au cœur de la société civile) pour gérer les projets et en créer de nouveaux. De nouveaux étages de coopérations se forment quand des communautés voisines joignent leurs efforts pour mettre en application des projets qui bénéficient à toute la région.

En bref, réussir le développement local au travers du dialogue communautaire inclusif a des conséquences économiques et politiques positives. Au mois de mai dernier, Sa Majesté le Roi Mohammed VI a dit devant le Conseil Supérieur de l'Aménagement du Territoire (CSAT): "En remplissant votre mission, vous devez garder à l'esprit l'importance spéciale que j'attache à la participation citoyenne, la décentralisation et le rôle joué par les conseils locaux et régionaux. » Les communautés travaillant ensemble pour concevoir et mettre en application des projets de développement est la réalisation de cette importante déclaration.

Le développement conçu par les communautés peut être efficace pour combattre les effets brutaux du libre-échange sur les fermiers qui produisent le minimum vital. Ces effets incluent la diminution rapide de l'emploi, la chute des prix agricoles, la baisse des prix de la terre, la migration urbaine, l'augmentation de l'inégalité des revenus et l'augmentation du déficit des échanges agricoles.

Sous l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) le Mexique subit ces effets, remettant en question l'idée largement répandue selon laquelle la libéralisation agricole est bénéficiaire pour un pays en voie de développement qui est en relation commerciale avec un pays développé. Les céréales mexicaines, cultivées

selon les méthodes traditionnelles, ne peuvent pas entrer en compétition avec la production agricole subventionnée des Etats-Unis d'Amérique (spécialement le maïs). Leurs emplois traditionnels ayant été fragilisés, les fermiers ont été obligés de chercher des emplois dans les zones urbaines. Nous comprenons maintenant, cependant, que la diversification des sources de revenu rurales peut empêcher le déplacement des agriculteurs causée par le libre-échange. Et dans les communautés qui conçoivent et mettent en place leurs propres projets, la diversification des revenus est l'un des résultats atteints.

Le Royaume du Maroc et les Etats-Unis d'Amérique ont maintenant signé et ratifié un accord de libre-échange qui permettra d'éliminer tous les tarifs dans les 15 années à venir. Pour les Etats-Unis, c'est le premier accord de ce genre avec un pays d'Afrique, et le second avec un pays du Moyen-Orient, après la Jordanie, et un modèle pour de futurs accords dans la région. Bien qu'il y ait quelques mesures protégeant les agriculteurs, il est critique que le Maroc investisse lourdement pour préparer les 13 millions de personnes qui constituent sa population rurale à l'ajustement difficile qui les attends. Comme l'a dit le membre d'une communauté lors d'un forum public près de Tafraoute : « Nous ne voudrions pas aller dans les villes si nous avons les moyens d'atteindre les buts de notre village ». Bien que les Etats-Unis d'Amérique aient récemment quadruplé le montant de leur aide économique au Maroc (à peu près 170 millions de dollars en 3 ans à partir de 2005), ils devraient faire plus pour financer les programmes de transition faisant partie des accords. Cela devrait se faire sous la forme d'une augmentation substantielle des fonds pour les projets conçus à l'échelle locale qui atteignent les buts de développement des populations rurales. Il existe de nombreux exemples dans le monde d'agences de développement, à la fois gouvernementales et non gouvernementales, qui obtiennent avec succès une large participation de la communauté ou de groupes de communautés et réussissent des projets de développement rural. Cependant, afin d'organiser la participation dans les communautés rurales dans tout le pays, il faut créer des institutions dont la tâche est d'aider les populations locales à préparer des projets qui répondent à leurs besoins et créent des partenariats parmi des groupes qui soutiennent le développement communautaire. Clairement, une mobilisation nationale pour atteindre le développement communautaire nécessiterait l'intervention de tous les secteurs à l'échelle du Royaume. Au Mexique, les impacts inégaux du libre-échange, n'ont pas été contrebalancés par une politique gouvernementale qui aide ceux appartenant aux secteurs en déclin.

Les 4 initiatives suggérées vont créer un développement pour le Maroc rural encourageant une large participation locale dans la création et la mise en application des nouveaux projets. Mettre en place ces initiatives fera passer la population rurales marocaine à des sources d'emplois et de revenus durables, améliorera son éducation et renforcera ses filets de sécurité en préparation pour la restructuration induite par le libre-échange.

A. Etablir des centres de conception et de formation pour le développement communautaire

Ces centres, situés dans les communautés et gérés localement, facilitent un processus interactif qui permet aux communautés de déterminer leurs objectifs prioritaires, et ensuite de préparer et appliquer les projets pour atteindre ces objectifs. Les centres offrent aussi une formation à la médiation, l'agriculture moderne, la santé, la levée de fonds et autres compétences désirées par la population locale. De plus, les centres peuvent aider à la réconciliation lors de conflits qui vont se développer de manière inévitable lors du processus de développement local. Au total, ils offrent un arrêt obligatoire pour les besoins de développement communautaire, et ce, d'une manière qui transfère les compétences à la population locale.



Les méthodes de facilitation utilisées pour atteindre un véritable développement communautaire sont similaires aux procédures de gestion des conflits. Leurs techniques se basent sur le dialogue et l'utilisation (bien que d'une manière temporaire) d'un tiers qui aide à assurer le processus inclusif et productif. L'expérience de développement communautaire interactive qui crée les relations bénéficiant à toutes les parties, permet aussi de développer une confiance entre les participants, tout comme le font les procédures de gestion des conflits.

Une large participation dans le développement communautaire diminue le risque d'extrémisme, en renforçant les processus démocratiques locaux qui engendrent la prospérité économique. Le renforcement des communautés se fait grâce à un processus graduel, non violent, et comme des exemples le montrent, largement accepté parce que de nombreux collectifs et individus bénéficient des expériences de la communauté. Alors que les gens atteignent leurs intérêts propres, ils ressentent moins de désaffection; leur niveau de tolérance est accru parce que les conditions sous-jacentes qui alimentent l'extrémisme sont abordées directement. Ceux qui sont affectés risquent moins de canaliser une haine vers les acteurs extérieurs. Deux éléments fondamentaux d'une démocratie pluraliste sont la dispersion du pouvoir vers les localités intérieures et l'inclusion de tous les groupes sociaux dans le processus décisionnaire. Les agences de centres de conception et de formation communautaires sont des institutions démocratiques pluralistes, parce qu'elles renforcent les capacités des communautés à gérer leur propre développement. De plus, les partenariats qui sont créés durant ce processus entre les groupes privés, publics et non gouvernementaux encouragent une plus grande responsabilité et transparence, qui aident à empêcher la corruption.

Les membres et les dirigeants des communautés qui ont acquis les compétences d'atteindre le développement communautaire et ont fait l'expérience de ses bénéfices font d'excellents candidats pour des fonctions officielles locales et nationales. Il a été prouvé que leur expérience leur donne la confiance et les stratégies pour se présenter aux élections. Ils ont compris qu'une campagne électorale efficace commence avec une série de réunions où les populations locales ont la possibilité d'exprimer leurs soucis et leurs intérêts. Ils réalisent aussi qu'une collaboration inclusive dans la conception et la gestion du développement local permet à leur nation d'atteindre son potentiel de développement.

Le jour de la Fête du Trône 2003, Sa Majesté a dit :

"...Le raffermissement de la démocratie resterait incomplet en l'absence de partis politiques forts. Mais quelle peut être la force des partis s'ils n'assument pas leur rôle d'encadrement et de représentation des citoyens, et de la jeunesse en particulier, et s'ils ne contribuent pas au renforcement de l'autorité de l'Etat et à l'instauration d'un climat de confiance à l'égard des institutions? Par quel moyen prémunir notre paysage politique, d'organisations ou de groupes fondés sur la division de la société en clans religieux et ethniques, et d'autres qui se sont voués exclusivement à des desseins électoralistes, au lieu de s'engager dans une saine émulation autour de programmes concrets et d'assurer la formation d'élites conscientes et responsables?...Convaincu de l'importance primordiale de l'enseignement utile dans la libération des esprits, le raffermissement du sentiment de citoyenneté parmi les jeunes et leur formation pour les rendre aptes à relever les défis du développement et de la mondialisation, et de la société du savoir et de la communication, Notre première décision stratégique fut d'entériner la Charte nationale de l'éducation et de la formation.."

Il a été prouvé que la participation au développement communautaire a la capacité d'être une expérience éducatrice transformative pour les personnes impliquées. Cela, principalement, parce que les membres de la communauté, du gouvernement et les représentants des ONG participantes partagent leurs connaissances et deviennent plus sensibles aux besoins et intérêts de chacun. De plus, la formation des instituteurs ruraux pour la facilitation du développement communautaire les aidera à canaliser leur idéalisme et leur énergie pour le bénéfice de la communauté où ils servent. Avec le temps, une nouvelle génération de meneurs locaux émergera qui comprendra les vrais problèmes des citoyens et saura les aborder. De cette manière,



les centres de conception et de formation participative fourniront un forum éducatif qui catalyse le changement politique. Les centres peuvent être un exemple de ce que Sa Majesté appelle «la politique de proximité».

B. Mettre en application la plantation d'arbres fruitiers et forestiers, l'amélioration de l'irrigation et les systèmes d'eau potable

Les communautés rurales marocaines désignent régulièrement la plantation d'arbres comme une priorité. Les arbres fournissent des revenus, des emplois, et améliorent l'environnement.

L'irrigation moderne augmente l'utilisation des réserves en eau, augmente le rendement, établit une fondation pour l'eau potable, et crée la possibilité de construire des écoles, cliniques et autres centres de services. Une campagne nationale peut organiser la plantation d'arbres fruitiers et forestiers tous les ans.

Les Etats-Unis d'Amérique devraient aider à financer le reboisement, l'amélioration des systèmes d'irrigation et d'eau potable dans les communautés rurales. L'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Rabat, monsieur Thomas Riley, est en train de considérer la possibilité d'expansion d'un projet de reboisement financé par son prédécesseur. Feu, Sa Majesté Hassan II avait appelé planter un arbre « un acte de foi » et le soutien financier des Etats-Unis générerait le bon vouloir public des populations locales.

C. Financer le développement communautaire

Un financement est nécessaire pour les centres de conception et de formation et, à un degré plus grand, pour mettre en application les projets que les communautés locales préparent. 3 milliards de dollars de nouveau financement pour un développement conçu par les communautés devrait créer un futur prospère pour les 13 millions de Marocains vivant dans les zones rurales. Cette projection de coûts est basée sur l'expérience du Haut Atlas citée précédemment qui nécessite 10 millions de dollars pour un développement à large base pour 50.000 personnes.

Pour un coût relativement bas, bien moindre que celui des programmes d'aide typiques, cette approche au développement rural peut devenir un des outils les plus efficaces que nous avons pour combattre le déplacement des populations rurales causé par le libre-échange. En plus d'aider à organiser les conférences de donateurs, l'ambassadeur des Etats-Unis au Maroc devrait désigner un envoyé spécial pour le développement communautaire. La création de cette fonction montrerait que l'ambassadeur soutien fortement la levée de fonds. Ces envoyés peuvent aussi établir des projets locaux tels que la plantation d'arbres au-delà des zones géographiques limitées des projets des Etats-Unis. L'ambassadeur du Maroc aux Etats-Unis, monsieur Aziz Mekouar, a montré un soutien sans faille aux opérations de sensibilisation et de levée de fonds pour le développement communautaire au Maroc. Il existe un large réservoir de donateurs possibles qui peuvent être mobilisés car de nombreux secteurs (économique, social, santé, éducation, environnement, etc) sont avancés en ce qui concerne cette approche de développement. Quand les ressources de communautés s'amélioreront, le financement extérieur deviendra moins nécessaire.

Une nouvelle initiative d'aide internationale «l'Initiative de partenariat du Moyen-Orient» (IPMO), annoncée par le secrétaire d'Etat, monsieur Colin Powell, au mois de décembre 2002, a pour rôle d'aborder le sous-développement du Moyen-Orient. Le fait que cette initiative fasse la promotion de la société civile, de



l'éducation, du développement du secteur privé et de l'égalité des femmes, en fait un véhicule de financement pour la stratégie de développement décrite ci-dessus. Mais le budget de 145 millions de dollars de l'IPMO pour l'année fiscale 2004 (pour tout le Moyen-Orient) est totalement inadéquate pour lui permettre d'atteindre ses objectifs de développement.

Au mois de mars 2002, au Sommet du développement des Nations unies au Mexique, le président Bush a annoncé son intention d'établir un fonds annuel de 5 milliards de dollars d'ici à 2008 (en plus des 12,5 milliards que les Etats-Unis d'Amérique donnent déjà en assistance internationale), pour promouvoir la croissance par la création du Compte du défi du Millenium (CDM). Pour l'année fiscale 2005, le budget du CDM est de 1 milliard de dollars. Le Maroc, ainsi que 15 autres pays adoptée auront la possibilité de soumettre des propositions de projets. L'admissibilité est déterminée par la manière par les pays selon 16 indicateurs socio-économiques. Toutefois, pour que les projets du CDM aient du succès, il faudra que ses administrateurs s'assurent que les communautés locales, aussi bien que les gouvernements, formulent la manière dont cet argent sera investi.

Même avec l'IPMO et le CDM, le montant du financement des Etats-Unis d'Amérique pour l'aide internationale est extrêmement réduit. Bien que le CDM représente la plus grande augmentation de l'aide internationale des Etats-Unis d'Amérique depuis plusieurs dizaines d'années et renforce la position des Etats-Unis d'Amérique en tant que plus grand donateur dans le monde, l'aide internationale représente à peu près 4,5% du budget annuel du département de la défense. Les Etats-Unis d'Amérique se trouvent au bas de la liste des 24 nations qui contribuent à l'aide internationale (à peu près 0,15% de notre PNB), bien en dessous du but de 0,7% du PNB d'une nation désigné par les Nations unies en 1970. Une partie de la raison pour laquelle il n'y a pas eu plus d'aide internationale pendant des dizaines d'années est parce que très peu d'études montrent une corrélation claire entre le montant de l'aide distribuée et la croissance économique dans les pays bénéficiaires. Cependant, les projets conçus par les communautés ont un taux de succès extrêmement haut, ce qui en fait des entreprises qu'il est difficile d'ignorer.

Pour que les Etats-Unis d'Amérique soutiennent financièrement cette nouvelle direction pour l'assistance au développement, il faut que les responsables politiques changent leur manière de penser comment il est possible d'atteindre une prospérité durable dans les pays en voie de développement et le rôle absolument vital que les communautés doivent jouer dans le processus. La fuite de l'Initiative du Grand Moyen-Orient, document de travail des Etats-Unis d'Amérique avant le Sommet du G8 de juin dernier où il devait être présenté, nous a montré le mal qui peut être fait quand les bénéficiaires ne sont pas inclus dans la conception des réformes qui auront un impact sur leur vie. Cette proposition, qui visait à créer des changements économiques, politiques et culturels dans le Moyen Orient et autres pays musulmans a été fortement critiquée par les pays arabes et européens. En effet, ils sentaient que l'Administration Bush n'avait pas consulté les pays qu'elle cherche à développer. Le président Moubarak d'Egypte a immédiatement appelé cette approche qui vise à dicter le changement d'«illusoire». Les consultations avec les pays musulmans et du Moyen-Orient auraient dues être capitales pour le développement d'un tel plan. Si importantes en fait, que ces pays là auraient dû rédiger la proposition et la présenter eux-mêmes à la réunion du sommet. Les pays musulmans et du Moyen Orient auraient alors eu la « propriété » du projet de réforme, un élément critique pour qu'il soit appliqué avec succès et pour obtenir un soutien financier maximal, surtout en provenant d'Europe. Au lieu de cela, seuls 7 pays (Bahreïn, Irak, Jordanie, Tunisie, Yémen, Afghanistan et Turquie) ont participé au déjeuner du sommet. Les pays arabes les plus importants, parmi lesquels le Maroc, l'Egypte et l'Arabie saoudite, ont refusé d'y participer. De plus, les pays européens ont démontré un manque d'enthousiasme certain et il n'y a pas eu de soutien financier. Il est maintenant peu probable que cette initiative catalyse le processus de développement que les Etats-Unis d'Amérique espéraient déclencher dans le monde musulman.



Le développement ne peut prendre racine à moins que les bénéficiaires visés contrôlent sa conception et sa gestion. Le manque de compréhension de ce principe de base dans l'administration de l'aide internationale par les nations donneuses explique la plus grande partie de l'échec du développement international dans le passé. Il est à espérer que les décideurs des Etats-Unis d'Amérique comprendront cela mieux maintenant et ce grâce à leur expérience avec l'Initiative du Grand Moyen-Orient.

D. Etablir une agence de coordination

Une « agence de coordination » est un cadre administratif qui organise la réalisation des initiatives mentionnées ci-dessus. Elle a la flexibilité d'opérer à des niveaux locaux, provinciaux, nationaux et internationaux afin de négocier des partenariats (parmi les communautés, agence gouvernementales et ONG) qui font la promotion du développement local. Sa Majesté, au mois d'octobre 2003, parlant des défis futurs du monde arabe et de l'Afrique, a dit qu'il faut « donner à l'élément humain une importance spéciale comme capital culturel intrinsèque et l'ingrédient principal de toute stratégie de développement sérieuse. » Au mois de septembre 2002 en Afrique du Sud, pendant le Sommet mondial sur le développement durable, il a demandé un véritable partenariat public-privé parmi les organisations régionales et internationales. L'objet d'une agence de coordination est de forger les partenariats nécessaires pour atteindre les potentiels de l'élément humain dans les communautés rurales du Maroc. Un soutien royal actif permettra à cette agence d'avoir l'efficacité maximale dans la poursuite de sa mission et créera la mobilisation pour le développement communautaire décrit par cette stratégie.

Aider les communautés à atteindre les buts qu'elles se sont fixés assurera le future socio-économique du Maroc rural dans une ère de libre-échange avec les Etats-Unis d'Amérique. Ces derniers devraient jouer un rôle majeur en mobilisant de nouvelles ressources financières pour soutenir le développement rural du Maroc, ce qui améliorera aussi leur image parmi les communautés du Royaume. En transformant le paysage économique et politique pour les perdants du libre-échange, cette stratégie de développement durable apportera une prospérité durable à des millions de personnes.

Par Jason Ben-Meir

Candidat à un doctorat en sociologie à l'Université du Nouveau Mexique d'Albuquerque. Il est président de la Fondation du Haut Atlas (www.hightlasfoundation.org), une organisation à but non lucratif qui aide au développement communautaire au Maroc. Il est aussi member de l'Institut américain des études du Maghreb et ancien volontaire du Corps de la Paix.

Cet article provient du Quotidien Aujourd'hui Le Maroc: <http://www.aujourd'hui.ma>
URL de cet article: <http://www.aujourd'hui.ma/details/?ref=27863>